

Pistes de réflexion pour un autre développement

Eric Berr

Maître de conférences à l'université Montesquieu-Bordeaux IV
Centre d'Economie du Développement, IFRéDE-GRES

*Communication présentée aux 1^{ères} journées du développement du GRES
« Le concept de développement en débat »
Université Montesquieu-Bordeaux IV
16 et 17 septembre 2004*

(Version provisoire du 13 septembre 2004)

1. Introduction

Si les questions de croissance et de développement avaient retenu l'attention des économistes classiques depuis A. Smith, l'économie du développement se constitue en une branche spécifique de la Science économique dans les années 1940-1950 alors que de nombreux pays accèdent à l'indépendance en Afrique et en Asie¹. On assiste ainsi à l'émergence du Tiers monde, ce qui explique le regain d'intérêt pour l'étude des économies en développement.

Les travaux des « pionniers »² mettent l'accent sur les spécificités structurelles des pays en développement (PED) et marquent l'avènement d'une approche « développementaliste » dont l'objectif est de permettre aux PED d'accéder à la « modernité » occidentale. Dès lors, le sous-développement est perçu comme un retard de développement qui s'explique par le caractère dual des économies du Sud (Lewis [1954]) ou par leur insuffisance d'épargne (Nurkse [1968]). Ces blocages doivent être surmontés au moyen de programmes d'investissements massifs indispensables au « décollage » des économies en développement (Rosenstein-Rodan [1943], Rostow [1970]). Pour cela, on mise sur une croissance accélérée qui doit découler de la priorité donnée à l'industrialisation et sur le volontarisme de l'Etat afin de corriger les imperfections du marché (Hirschman [1964], [1984], Perroux [1964], Myrdal [1968]). Les solutions préconisées par ces auteurs structuralistes sont plutôt interventionnistes et fondent les projets de développement autocentrés, basés sur les stratégies de substitution aux importations (Prebisch [1950], Singer [1950]).

Dans les années 1960 et 1970, le mouvement tiers-mondiste va profiter du relatif échec de ces expériences pour avancer l'idée que le sous-développement est la conséquence de la domination des pays capitalistes développés sur les pays du Tiers monde, ce qui rend tout rattrapage impossible. C'est à cette période que s'affirment les théories de la dépendance, basées sur une analyse centre-périphérie (Furtado [1970]), et les théories néo-marxistes de l'échange inégal (Amin [1988], Emmanuel [1969], Frank [1969]). Ce courant radical considère que le sous-développement est le produit de l'expansion du capitalisme à l'ensemble de la planète et de la domination exercée par les pays du Nord, d'où la nécessité de rompre avec ce modèle.

Le ralentissement économique des années 1970, et la crise de la dette largement provoquée par le retournement des politiques monétaires et la libéralisation financière, vont

¹ C'est le cas de l'Inde, du Pakistan, de la Birmanie, de l'Indonésie, de la Jordanie et de la Syrie entre 1945 et 1950, du Viêt-Nam, du Laos et du Cambodge en 1954, de la Malaisie et de la Libye en 1957, du Maroc et de la Tunisie en 1960, de l'Algérie en 1962, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne — Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, etc. — durant les années 1960. Voir Azoulay [2002].

² Voir Meier et Seers [1988].

mettre à mal les approches développementalistes et l'on assiste alors à un virage libéral au début des années 1980. L'heure est à l'application du consensus de Washington (Williamson [1990]) par l'intermédiaire des plans d'ajustement structurel dont l'objectif est d'intégrer les pays en développement au sein du marché mondial en construction. Les politiques menées traduisent un changement radical dans la façon de penser les problèmes des PED et négligent les spécificités des économies du Tiers monde. Dès lors, la mondialisation néo-libérale impose la remise en cause de l'intervention de l'Etat en proclamant la suprématie du marché dans l'allocation des ressources. Le retour de la théorie des avantages comparatifs condamne les stratégies de substitution aux importations qui laissent place à des politiques de promotion des exportations traduisant une insertion internationale basée sur les dotations en facteurs. Les crises récurrentes de la fin des années 1990 ont remis en cause la pertinence du consensus de Washington (Berr et Combarous [2004]) et l'on cherche la voie du post-consensus (Stiglitz [1998a] et [1998b])³.

Après un demi siècle de politiques de développement, force est de constater que la situation des PED n'est guère enviable. Si elles explorent des voies différentes, toutes ces théories ont en commun de reposer sur la notion de progrès qui est à la base du modèle de développement occidental dont l'ambition universaliste doit être questionnée. Nous tenterons alors de baliser la voie d'un autre développement dont l'ambition doit être de (re)placer l'Homme au centre des préoccupations.

2. Les impasses du mode de développement actuel

Le discours du Président Truman devant le Congrès américain en 1949 inaugure une ère nouvelle, celle de la domination économique qui va être menée au nom du développement. Elle fait suite à une période de colonisation dont le but était culturel et consistait en l'évangélisation et la civilisation des peuples autochtones (Sachs et Esteva [2003]), ce qui représentait déjà une certaine forme de domination. Les éléments principaux du discours de Truman sont les suivants :

« Il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans des conditions voisines de la misère. Leur nourriture est insatisfaisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères.

Les Etats-Unis occupent parmi les nations une place prééminente quant au développement des techniques industrielles et scientifiques (...).

Je crois que nous devrions mettre à la disposition des peuples pacifiques les avantages de notre réserve de connaissances techniques afin de les aider à réaliser la vie meilleure à laquelle ils aspirent (...).

Tous les pays, y compris le notre, profiteront largement d'un programme constructif qui permettra de mieux utiliser les ressources humaines et naturelles du monde. L'expérience montre que notre commerce avec les autres pays s'accroît au fur et à mesure de leurs progrès industriels et économiques.

Une production plus grande est la clef de la prospérité et de la paix. Et la clef d'une plus grande production, c'est une mise en œuvre plus large et plus vigoureuse du savoir scientifique et technique moderne »⁴.

³ Pour un approfondissement de ces différentes théories, voir Assidon [2002] et Azoulay [2002].

⁴ Cité d'après Rist [1996], p.118-120.

Ce texte marque le départ d'une course qui dure depuis un demi siècle et qui voit les pays du Sud tenter de rejoindre ceux du Nord en termes de résultats économiques. Tous les ingrédients montrant la domination du modèle occidental de développement y sont présents : l'hymne à la croissance infinie, le complexe de supériorité qui conduit à assimiler la majeure partie des peuples de la planète à une entité homogène et sous-développée, la croyance dans les bienfaits éternels du progrès, la place centrale de l'économie et des relations marchandes. Si le développement ne doit pas être assimilé à la croissance⁵, la version proposée par les Etats-Unis et reprise par les institutions financières internationales, Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale en tête, la place au centre du système capitaliste mondialisé que les puissances occidentales entendent imposer à l'ensemble de la planète. Or, les valeurs véhiculées par l'Occident ne peuvent engendrer un développement harmonieux et maintiennent au contraire les PED dans un état de dépendance synonyme de mal développement.

2.1. *Les caractéristiques du système capitaliste mondialisé*⁶

Nous pouvons être tout à la fois en accord ou en désaccord avec Krugman [2000] lorsqu'il affirme que *la mondialisation n'est pas coupable*. En effet, ce phénomène, qui a des origines historiques lointaines, traduit une évolution inéluctable. Il peut être vu avec bienveillance s'il s'agit de s'initier à d'autres cultures, de s'ouvrir à d'autres civilisations, bref de faire vivre la diversité, ce qui est incontestablement source d'enrichissement personnel et collectif. Il est en revanche hautement critiquable dans son acception économique, qui est le sens retenu par Krugman, puisqu'il conduit à l'uniformisation des modes de vie à travers l'hégémonie du système capitaliste⁷, basé sur l'accumulation du capital et la recherche du profit maximum et s'appuyant sur des valeurs économiques centrées sur l'individu, la compétition, le progrès technique, qui sont socialement et écologiquement insoutenables. Ces valeurs ne sont pourtant pas neuves. Elles sont héritées de la philosophie des Lumières et constituent le socle de la modernité⁸ qui, certes, a permis aux pays dits développés d'installer des systèmes démocratiques et d'améliorer les conditions de vie matérielles de leurs habitants (de nombreuses inégalités persistent cependant), mais dont les dérives fragilisent les populations du Sud, mais aussi du Nord.

Le mythe du progrès, sur lequel repose la modernité, implique une vision linéaire du développement dans laquelle classiques, néo-classiques mais aussi marxistes se retrouvent. Sur le chemin du développement, les économies doivent passer par plusieurs phases qui ne sont pas sans rappeler les étapes de la croissance chères à Rostow. Marx adopte une vision similaire en précisant que

⁵ Rappelons la célèbre définition de Perroux pour qui « *le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global* » (Perroux [1964], p.155). Par extension, on peut donc considérer que le développement implique, en plus de la croissance, que les besoins fondamentaux (santé, éducation, alimentation) soient satisfaits et que la pauvreté et les inégalités reculent.

⁶ Pour une analyse détaillée de cette question, voir Bonnevault [2003], Comélieu [2000], Harribey [1997], [2004a], Latouche [1986], [1995], [2003a].

⁷ La mondialisation doit alors être entendue comme l'extension contemporaine des relations économiques à l'échelle mondiale. Elle est indispensable à la survie du système capitaliste, basé sur l'accumulation.

⁸ Comélieu [2000] définit la modernité « *comme un mélange harmonieux combinant la raison critique, la réhabilitation de l'individu, de sa liberté et de sa responsabilité, et enfin le souci du progrès social grâce aux avancées de la science et de la technique, de l'industrialisation et de la démocratie* » (Comélieu [2000], p.44).

« le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir »⁹.

Dès lors, la sortie du sous-développement passe par la modernisation des économies du Tiers monde, ce qui se traduit par la montée des valeurs individuelles et par la prédominance de l'économie.

L'intérêt individuel supplante petit à petit les notions d'entraide et de justice sociale. Le règne de la propriété privée met l'individu au centre du système et sacrifie les liens anciens fondés sur la famille, l'ethnie, le village ou encore la nation (Comélieu [2000]). L'intérêt collectif se confond avec la somme des intérêts individuels comme le suggère Smith dans *la richesse des nations*. A partir de ses travaux, on admet que c'est l'égoïsme des agents économiques, et non leur humanité, qui est le vecteur de la modernité.

« Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts » (Smith [1976], p.48).

La position de Smith est pourtant beaucoup plus complexe. En 1759, il écrit dans la *Théorie des sentiments moraux* que

« aussi égoïste que l'homme puisse être supposé, il y a évidemment certains principes dans sa nature qui le conduisent à s'intéresser à la fortune [au bonheur] des autres et qui lui rendent nécessaire leur bonheur, quoiqu'il n'en retire rien d'autre que le plaisir de les voir heureux »¹⁰.

Il ajoute que la vertu consiste

« à diriger toutes nos actions vers le plus grand bien possible, à soumettre toutes les affections intérieures au désir du bonheur général du genre humain, à se considérer soi-même comme la partie d'un tout dont la prospérité ne peut être recherchée qu'en tant qu'elle s'accorde, et même contribue, à la prospérité du tout »¹¹.

Ainsi, à côté de considérations purement individuelles, il apparaît que l'homme a une éthique. Mais en oubliant les valeurs morales pour ne retenir que le caractère égoïste, la théorie dominante s'est considérablement appauvrie et s'est très largement fourvoyée. Sur ces bases restreintes, l'homme moderne prend la forme d'un *homo economicus* dont les seules préoccupations sont économiques. Il est rationnel, ce qui le conduit à raisonner en termes avantage-coût afin d'accroître, on peut même dire de maximiser, sa satisfaction personnelle. Son utilitarisme fait que son bien être augmente au même rythme que sa consommation matérielle. Ses besoins illimités participent à la recherche d'une croissance infinie. La sacralisation du marché et des relations marchandes conduit les individus à n'être que des ressources humaines au service de la recherche du profit (Comélieu [2000]).

Ce système bute sur plusieurs contradictions insurmontables. Tout d'abord, l'individualisation croissante des sociétés conduit à voir l'autre comme un concurrent que l'on doit vaincre, ce qui ne peut qu'accroître les inégalités à l'intérieur d'un pays mais aussi entre les nations, comme de nombreuses études tendent à le montrer (Milanovic [2003], Wade [2004]). La course au développement ne peut alors conduire au rattrapage. Au contraire, les

⁹ Cité par Harribey [1997], p.78.

¹⁰ Cité par Bonnevault [2003], p.141-142.

¹¹ Ibid., p.142.

concurrents les mieux préparés accroissent leur avance sur ceux qui ne disposent pas des mêmes atouts, ce qui entraîne le développement du sous-développement (Amin [1988], Latouche [1986]).

Le caractère illimité des besoins se heurte à la rareté des ressources telle qu'exprimée par la loi de l'entropie¹² et met en péril les équilibres des écosystèmes. Les niveaux de pollution en constante augmentation et les changements climatiques majeurs annoncés pour la seconde moitié du 21^{ème} siècle doivent nous faire prendre conscience qu'il est urgent de changer de cap. Cette notion de besoins illimités participe également d'une fuite en avant dans laquelle la dynamique de croissance est auto-entretenu par une production de marchandises faisant écho à une demande de consommation sans cesse renouvelée mais qui ne permet pas de mieux répondre à nos besoins. Au contraire, comme le note Bonnevault,

« L'insatisfaction et la frustration permanentes constituent un trait fondamental du système de production-consommation propre au développement : les besoins ne sont jamais entièrement satisfaits puisque la dynamique ensorcelante du système productif pousse inexorablement à désirer plus de biens ou de nouveaux produits. C'est la conséquence de ce que l'on appelle l'obsolescence psychologique des biens, qui reflète le phénomène de dévalorisation psychologique et sociale touchant n'importe quel bien, à partir du moment où un nouveau produit voit le jour, si tant est qu'il soit considéré comme techniquement plus performant »(Bonnevault [2003], p.81-82)¹³.

C'est le rôle des 800 milliards de dollars gaspillés chaque année en dépenses de publicité que de perpétuer cette idéologie de la frustration. Pendant ce temps, les besoins essentiels de centaines de millions d'individus, vivant dans les PED pour la très grande majorité, ne sont pas satisfaits.

La prédominance des préoccupations économiques conduit à généraliser la logique marchande et à ne considérer que ce qui peut être évalué monétairement. Pourtant, certains biens ne peuvent avoir de prix et doivent être exclus de la sphère marchande. On pense tout naturellement à l'air, à l'eau, mais il serait éminemment souhaitable d'ajouter l'alimentation ou l'accès aux soins afin de corriger certaines absurdités d'un système qui confond les fins et les moyens. En effet, des gens meurent actuellement de faim, et pas seulement au Sud, faute de pouvoir se payer le minimum nécessaire à leur subsistance ainsi qu'à celle de leur famille. Chaque année, plus de 10 millions d'enfants, soit 30000 par jour, décèdent de maladies curables faute de moyens leur permettant de bénéficier de soins (PNUD [2003]). On atteint le degré zéro de la solidarité et de l'humanité lorsque seul compte la recherche du profit et l'on peut mesurer les dégâts causés par l'idéologie individualiste. L'égoïsme des grands laboratoires pharmaceutiques conduit des millions de personnes à mourir chaque année du

¹² Cette loi a été élaborée par Georgescu-Roegen [1995] qui fonde sa théorie sur les deux principes essentiels de la thermodynamique. Le premier indique que la quantité d'énergie présente dans l'univers est constante. Le second — la loi de l'entropie — stipule que la quantité d'énergie se transforme et ne peut plus être réutilisée. Ainsi, l'activité économique utilise des ressources naturelles qui sont combinées dans l'activité de production et donne lieu au rejet de déchets non réutilisables. Voir aussi Comélieu [2000] et Harribey [1997], [1998].

¹³ Martin, Metzger et Pierre [2003] ne disent pas autre chose. *« Le propre de notre mondialisation contemporaine est donc de faire reculer la satisfaction de certains besoins vitaux, tandis que la spirale de la consommation multiplie les besoins non vitaux (en quantité comme en qualité). Plus que d'une économie régie par la prolifération des besoins, il conviendrait sans doute, (...) de parler d'une économie de la « prolifération des désirs », tant nos économies modernes sont lancées dans une course sans fin au-delà de leur propre puissance, créant sans cesse plus de biens désirables, et aussi de frustration »* (Martin, Metzger, Pierre [2003], p.318).

sida en Afrique¹⁴ en raison de la protection de la propriété privée — par les brevets — et de la recherche de profits élevés, synonymes de compétitivité. On peut légitimement se demander dans quel état de dégénérescence se trouve le capitalisme lorsque le profit de quelques multinationales compte plus que la vie de millions d'êtres humains¹⁵.

En dépit de ses nombreuses impasses, le système capitaliste perdure et continue même de gagner du terrain en se mondialisant. Cette situation est rendue possible car une minorité s'est procurée les commandes du système économique mondial et, tout en persuadant les masses qu'elle œuvre pour leur Bonheur, veille surtout à maintenir sa position dominante.

2.2. La mondialisation capitaliste conforte la domination exercée sur les PED et conduit au mal développement

Le phénomène de mondialisation économique que nous connaissons à l'heure actuelle est relativement ancien et débute, selon Latouche [2003a], avec la découverte et la conquête de l'Amérique. Depuis cette époque, les échanges n'ont cessé de s'accroître et c'est par l'esclavage, puis par la colonisation¹⁶, que l'Occident a pu imposer sa vision impérialiste sans laquelle la mondialisation du capitalisme serait aujourd'hui impossible (Latouche [1986]). Cet impérialisme présente un ensemble de traits que l'on retrouve quelles que soient les périodes : la colonisation de peuplements, le prosélytisme religieux, la recherche de débouchés, la conquête d'approvisionnement en matières premières, la domination culturelle (Latouche [1986], p.62). Ainsi, l'imaginaire collectif a intériorisé l'idée de la supériorité du modèle occidental. Les PED, principales victimes d'un tel système, n'imaginent pas de solutions qui ne puissent avoir l'aval de leurs bourreaux, ce qui entraîne une perte de repères liée à l'abandon de leurs valeurs traditionnelles et une aggravation des maux dont ils souffrent. La mondialisation économique actuelle est alors perçue comme un processus inéluctable. Mais il faut être conscient qu'elle est souhaitée et menée au profit d'une minorité tandis qu'elle fait peser sur tous des contraintes sociales et environnementales insoutenables à long terme.

Les instruments de la domination occidentale sont nombreux. Ils ont pour nom FMI, Banque mondiale, OCDE, club de Paris, G7, OMC¹⁷, etc. et ont permis d'imposer aux PED, étouffés par le poids de leur dette extérieure à partir du début des années 1980, une libéralisation¹⁸ à marche forcée de leurs économies au travers des programmes d'ajustement structurel et des recommandations du consensus de Washington. *Les nouveaux maîtres du*

¹⁴ Pas moins de 22 millions de personnes sont déjà mortes de cette maladie. Dans les pays les plus touchés, Zimbabwe et Botswana par exemple, au moins un adulte sur trois est infecté et l'espérance de vie dans ces pays va, entre 2000 et 2005, diminuer respectivement de 35 et 28 ans. Voir PNUD [2003], p.41-43.

¹⁵ Ceci rejoint la position de Chomsky [2003] dont le titre du livre est *le profit avant l'homme*.

¹⁶ Bairoch [1999] montre que la colonisation européenne est à « *l'origine de nombreuses caractéristiques structurelles négatives du processus du sous-développement économique* » (Bairoch [1999], p.124).

¹⁷ A titre d'exemple, aucune décision d'envergure ne peut être prise au FMI ou à la Banque mondiale sans l'accord des Etats-Unis qui possèdent un droit de veto de fait. En effet, une majorité qualifiée de 85% des droits de vote est nécessaire si l'on souhaite modifier les missions de ces institutions ou modifier la répartition des droits de vote. Les Etats-Unis détiennent 16,41% des droits de vote à la Banque mondiale et 17,11% au FMI ! Les décisions courantes sont elles adoptées à la majorité simple, ce qui n'est pas un problème puisque les neuf pays industrialisés les plus riches détiennent plus de 50% des droits de vote. En revanche, 45 pays africains regroupent 5,41% des droits de vote à la Banque mondiale. Voir Millet et Toussaint [2002], Toussaint [2004].

¹⁸ Il convient de bien distinguer le capitalisme, qui est un système économique et social fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange et se caractérisant par la recherche du profit, du libéralisme qui est une doctrine économique selon laquelle la régulation de la société doit se faire par le libre jeu des mécanismes de marché et qui conduit à une remise en cause de toute intervention publique. Pour une analyse détaillée de cette distinction, voir Harribey [2004a].

monde, comme aime à les appeler Ziegler [2002], sont d'ailleurs si sûrs du bien-fondé de leur démarche qu'ils n'hésitent plus à afficher ouvertement leur vision impérialiste, comme peuvent en témoigner les propos de Rothkopf [1997] — un ancien responsable de l'administration Clinton.

« Pour les Etats-Unis, l'objectif central d'une politique étrangère de l'ère de l'information doit être de gagner la bataille des flux de l'information mondiale, en dominant les ondes, tout comme la Grande-Bretagne régnait autrefois sur les mers (...). Il y va de l'intérêt économique et politique des Etats-Unis de veiller à ce que, si le monde adopte une langue commune, ce soit l'anglais ; que, s'il s'oriente vers des normes communes en matière de télécommunications, de sécurité et de qualités, ces normes soient américaines ; que, si ses différentes parties sont reliées par la télévision, la radio et la musique, les programmes soient américains ; et que, si s'élaborent des valeurs communes, ce soit des valeurs dans lesquelles les américains se reconnaissent (...). Les Américains ne doivent pas nier le fait que, de toutes les nations dans l'histoire du monde, c'est la leur qui est la plus juste, la plus tolérante, la plus désireuse de se remettre en question et de s'améliorer en permanence, et le meilleur modèle pour l'avenir »¹⁹.

Ce sentiment de supériorité est renforcé depuis l'effondrement des économies de type socialiste. Dès lors, on nous assure que l'insertion dans le système capitaliste mondial est le seul recours des PED. C'est oublier que de nombreuses sociétés vivent avec des règles non-capitalistes. Si l'échange existe partout et fonde le lien social, les relations marchandes et l'usage de la monnaie n'ont pas envahi toutes les sociétés avec la même intensité. Nombre d'entre elles fonctionnent selon la logique du don, que Mauss avait défini comme la triple obligation de donner, de recevoir et de rendre (Latouche [2003a]). Mais le don tel qu'il est pratiqué par les agences de développement est détourné de son sens initial puisqu'il traduit une vision paternaliste de l'aide et instaure la supériorité du donateur. Il s'agit dès lors, selon la logique impérialiste décrite par Latouche [1986], de donner pour dominer au travers d'une relation où le donneur ne reçoit rien en échange, ce qui lui permet d'affirmer son pouvoir. C'est cette domination, qui est à la base du système actuel, qui conduit au mal développement que connaissent de nombreux pays du Sud.

Les impasses du capitalisme ont pourtant été mises en avant dès le début des années 1970. Résultat des travaux du Club de Rome, le rapport Meadows [1972] montre que le système capitaliste n'est pas généralisable et qu'une course effrénée à la croissance est suicidaire. Afin de répondre aux critiques écologiques, le concept de développement durable — ou soutenable — apparaît au début des années 1980 et sera popularisé avec la publication, par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED [1987]), du rapport Brundtland qui en donne une définition « officielle ».

« Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » (CMED [1987], p.51).

A travers ce concept, on affirme que la pérennité du développement passe par une croissance démographique modérée, la satisfaction des besoins sociaux de base, la recherche d'une certaine équité et la protection de l'environnement. Dans les faits, le développement durable laisse place à la croissance durable, aggravant ainsi le mal que l'on souhaite combattre. En dépit des critiques formulées à l'encontre du capitalisme mondialisé, la croissance, qu'elle soit ou non durable, est toujours perçue comme une fin en soi. Pire, les promoteurs de ce système n'ont pas hésité à franchir une étape supplémentaire dans leur fuite en avant en

¹⁹ Traduction d'après Latouche [2003a], p.108-109.

imposant aux PED des recettes libérales, tel un pompier qui, afin d'éteindre un incendie, arroserait les flammes d'essence. En définitive, la croissance demeure un objectif à atteindre. C'est d'elle, donc d'une augmentation de la richesse monétaire globale que l'on doit attendre, par un effet de ruissellement (trickle down effect), une diffusion du progrès aux couches sociales les moins favorisées et aux pays les plus pauvres. Dans les faits, le ruissellement est bloqué et la course à la croissance débouche sur un accroissement des inégalités et un renforcement du pouvoir des puissants²⁰ qui se chargent de convaincre les victimes de la nécessité de faire des sacrifices aujourd'hui afin d'atteindre un bonheur sans cesse différé et largement illusoire.

Face aux critiques toujours plus nombreuses, les institutions internationales ont tout de même infléchi leur discours à défaut de changer leurs pratiques. La lutte contre la pauvreté a remplacé l'ajustement structurel au début des années 1990 sans que les PED n'y voient de différences significatives. L'accent a été mis sur la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption par des institutions — FMI et Banque mondiale — dont la transparence n'est pas le point fort²¹. Des objectifs ambitieux ont été formulés lors de la Déclaration du Millénaire adoptée aux Nations-Unies et confirmés à Monterrey en mars 2002 puis à Johannesburg en septembre de la même année. Ces objectifs du millénaire, au nombre de huit, ambitionnent de réaliser des progrès significatifs d'ici 2015 en matière de réduction de l'extrême pauvreté et de la faim, d'accès à l'éducation primaire, d'égalité des sexes, de réduction de la mortalité infantile, d'amélioration de la santé maternelle, de lutte contre le sida et autres maladies, de durabilité des ressources environnementales et souhaite la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement. Au-delà des déclarations d'intention, il semble à peu près certain que, faute d'un *autre* développement, ces objectifs ne seront pas atteints²².

Nombreuses sont les études qui ont mis en évidence les failles de la doctrine libérale du développement²³. Les chiffres sont d'ailleurs là pour montrer l'iniquité du système actuel, tout particulièrement dans la période récente. La situation présente n'incite pas à l'optimisme. D'après le programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), 1,2 milliard d'individus vivent dans l'extrême pauvreté (moins de 1\$ par jour) et 2,8 milliard se contentent de moins de 2\$ par jour. Les inégalités ne cessent d'augmenter entre pays mais aussi entre habitants d'un même pays. Notons que les 5% les plus riches de la planète perçoivent un revenu 114 fois supérieur à celui des 5% les plus pauvres. Pire, les 1% les plus riches gagnent autant que les 57% les plus pauvres. Milanovic [2003] montre que les inégalités entre pays se sont accrues de plus de 20% en un demi-siècle. Dans le même temps, 830 millions de personnes souffrent de malnutrition, près d'1,2 milliard n'ont pas accès à des points d'eau aménagés, 2,3 milliards n'ont pas d'infrastructures sanitaires correctes, 17% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire — soit 115 millions — ne sont pas scolarisés. Au total, 54 pays sont aujourd'hui plus pauvres qu'en 1990 et 21 ont vu leur indicateur de développement humain (IDH) baisser au cours de la même période²⁴.

²⁰ La catégorie des puissants regroupe les dirigeants des grandes firmes multinationales mais également les principaux dirigeants politiques du Nord et souvent, malheureusement du Sud, et les grands médias qui, par cupidité ou par ignorance, sacrifient l'intérêt général à des considérations purement économiques.

²¹ Il y aurait beaucoup à dire sur le soutien apporté à de nombreuses dictatures au nom de la stabilité du système économique. Voir par exemple Chomsky [2003], Stiglitz [2002], Toussaint [2004], Ziegler [2002].

²² Il suffit de se reporter au rapport du PNUD [2003] pour s'en convaincre.

²³ Pour une synthèse de ces critiques, voir Berr et Combarnous [2004].

²⁴ Les chiffres présentés dans ce paragraphe sont issus de PNUD [2003].

La situation n'est guère plus reluisante en matière environnementale. Certains ont pourtant tenté de nous faire croire que si la pollution augmentait dans les premiers stades du développement, elle diminuait ensuite lorsque les économies arrivaient à maturité. Cette relation, plus connue sous le nom de courbe environnementale de Kuznets, n'est pas validée empiriquement (Meunié [2004]). Il apparaît au contraire que plus un pays est développé, plus il pollue, ce qui n'est pas étonnant si l'on garde à l'esprit que le mode de développement actuel nécessite une consommation toujours plus importante. Si l'on raisonne en termes « d'empreinte écologique »²⁵, définie comme la surface nécessaire pour accueillir toutes les activités humaines, on constate qu'elle représente 120% de la planète en 1999 contre 70% en 1960. D'après ce calcul, l'humanité aurait dépassé la capacité d'absorption de la planète. Sachant qu'un américain a une empreinte écologique sept fois plus importante qu'un africain ou un asiatique, il faudrait pas moins de quatre à cinq planètes si la population mondiale adoptait le mode de vie américain (Attac [2004]). Il devient évident que ce n'est pas la voie à suivre. Pourtant, si les PED sont loin d'être les principaux responsables des dégradations environnementales constatées — ils rejettent 12 fois moins de dioxyde de carbone (CO₂) que les pays riches —, ce sont eux qui en subiront les conséquences les plus graves, que ce soit sous la forme de sécheresses entraînant à la fois désertification et dégradation des sols, d'où une baisse de la production agricole de subsistance, ou au contraire sous la forme d'inondations avec des conséquences tout aussi fâcheuses. Face à cette situation préoccupante, les multinationales agroalimentaires tentent d'imposer l'utilisation de semences génétiquement modifiées, source de juteux profits pour elles et d'une dépendance alimentaire accrue pour les pays pauvres. Preuve de leur domination, les économies occidentales, principales responsables des différentes atteintes à l'environnement — pollution de l'air et de l'eau, accumulation des déchets toxiques, etc.²⁶ —, arrivent pourtant à faire supporter aux PED les conséquences d'un mode de vie auquel ils n'ont pas accès en délocalisant sur leur sol des industries très polluantes²⁷.

Les PED ont semblé jusqu'ici épargnés par les critiques. Cela ne signifie absolument pas qu'ils n'ont aucune responsabilité dans la situation actuelle. Nombre de régimes, bien souvent autoritaires, ont trop souvent eu pour ambition de se servir plutôt que d'être au service de leur population. De même, les rivalités ethniques ont trop souvent conduit à des guerres civiles ou à des famines qui ont largement hypothéqué tout espoir de développement. Mais nous pensons que la plupart de ces problèmes n'ont pu s'aggraver qu'avec la complicité des pays occidentaux. Ceci est particulièrement flagrant en ce qui concerne le soutien apporté à des régimes corrompus (Stiglitz [2002], Berr [2003], Toussaint [2004]).

3. Un autre développement est possible

²⁵ Le principe est de convertir en superficie « les terrains (habitation et infrastructures), les forêts nécessaires pour absorber les émissions de CO₂, les forêts nécessaires pour la production de bois et de papier, les zones de pêche, les pâturages, les terres cultivées » (Attac [2004], p.58).

²⁶ A titre d'exemple, 67% des déchets industriels sont le fait des pays de l'OCDE, 24% des pays de l'Est et seulement 9% des pays en développement. Voir Bonnevault [2003].

²⁷ Lawrence Summers, qui fut économiste en chef à la Banque mondiale, n'hésite pas à affirmer que « les pays sous-peuplés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y est d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico (...). Il faut encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés (...) et se préoccuper davantage d'un facteur aggravant les risques d'un cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez vieux pour avoir cette maladie, que dans un autre pays où deux cents enfants sur mille meurent avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans ». Cité d'après Harribey [1997], p.122.

Le diagnostic sans concession qui vient d'être fourni est de plus en plus largement partagé. Si la mouvance altermondialiste se charge de diffuser ces idées, on s'aperçoit qu'elles commencent à gagner du terrain au sein même de certaines organisations internationales (Banque mondiale, PNUD, CNUCED). Mais, au delà des discours, rien ne semble devoir réellement changer. Si l'on commence à prendre conscience des dégâts considérables engendrés par le néo-libéralisme, les mesures adoptées envisagent simplement de redistribuer les cartes en intégrant une pincée de social dans la mécanique capitaliste²⁸. Or ce sont les règles du jeu qu'il convient de changer afin de remettre en cause la logique actuelle et sortir de la domination économique et culturelle qu'exercent les pays riches sur les pays pauvres. C'est le but avoué des approches hétérodoxes contemporaines du développement dont l'étude doit nous permettre de mettre à jour les fondations d'un autre développement.

3.1. Un développement alternatif plutôt qu'une alternative au développement

Face au modèle de développement dominant, la contestation s'organise et des alternatives apparaissent, que l'on peut regrouper autour de deux approches principales. La première rejette toute idée de développement et prône une société de la décroissance ; la seconde envisage un autre développement, socialement et écologiquement soutenable.

Les partisans d'un après-développement²⁹ considèrent que le concept de développement est toxique. Fruit d'une croyance occidentale, il conviendrait de le bannir car il repose sur une vision économiciste qui, en imposant les valeurs de l'Occident³⁰, se traduit par une perte d'identité et un phénomène de déculturation des sociétés du Sud. Dès lors, pour Latouche,

« l'après-développement consiste pour les pays du Sud, touchés de plein fouet par les conséquences négatives de la croissance du Nord, (...) de renouer le fil de leur histoire rompu par la colonisation, l'impérialisme et le néo-impérialisme militaire, politique, économique et culturel. La rappropriation de leur identité est un préalable pour apporter à leurs problèmes des solutions appropriées.(...) En tout état de cause, il appartient aux populations du Sud de préciser quel sens peut prendre pour elles la construction de cet après-développement » (Latouche [2003b], p.125-126).

Cet après-développement doit alors conduire à l'avènement d'une société de la décroissance, ce qui implique de

« renoncer à l'imaginaire économique, c'est-à-dire à la croyance que « plus égal mieux ». Il s'agit de remettre en cause non seulement l'économicisme libéral, mais surtout cet

²⁸ Voir ce que l'on a déjà dit à propos des objectifs du millénaire. Dans le même ordre d'idée, on lance une initiative pays pauvres très endettés (PPTE) censée réduire très substantiellement la dette de certains PED afin que ceux-ci puissent consacrer des sommes plus importantes à la satisfaction des besoins essentiels mais qui, du fait de la logique capitaliste, ne peut avoir d'impact significatif (Berr [2003]). Le PNUD [2004] constate, tardivement, que le développement ne peut passer que par le respect des identités et des cultures propres à chaque peuple, ce qui est difficilement réalisable dans un monde où la compétition impose de conquérir de nouveaux marchés, donc d'uniformiser les pratiques et les comportements.

²⁹ Voir en particulier les travaux de Partant [1988], Latouche [1986], [1995], [2003a], [2003b] et Rist [1996], [2003]. Pour un débat sur les alternatives, voir également Nederveen Pieterse [1998], [2000] et Schuurman [2000].

³⁰ L'Occident est ici défini comme « la conjonction d'une entité géographique, l'Europe, d'une religion, le christianisme, d'une philosophie, celle des Lumières marquée par le concept d'universalité dont le vecteur serait la science et la technique et dont la justification serait l'idéologie des droits de l'homme, et enfin d'un système économique, le capitalisme qui a consacré l'utilitarisme et la rationalité et dans lequel la valeur économique a supplanté la valeur éthique » (Harribey [1997], p.82).

économisme « ordinaire » qui s'épanouit dans de bons sentiments (« mettre l'économie au service de l'homme »), comme si l'appréhension d'une réalité comme un « fait économique » allait de soi. (...) Le bien et le bonheur peuvent s'accomplir à moindres frais. Redécouvrir la vraie richesse dans l'épanouissement de relations sociales conviviales dans un monde sain peut se réaliser avec sérénité dans la frugalité, la sobriété, la simplicité volontaire, voire une certaine austérité dans la consommation matérielle. Une décroissance acceptée et bien pensée n'impose aucune limitation dans la dépense des sentiments et la production d'une vie festive » (Latouche [2003b], p.126).

Il est indiscutable qu'un des problèmes majeurs des sociétés contemporaines découle de l'appréhension des relations humaines et des phénomènes sociaux sous un angle purement économique. Cette place centrale — les post-développementalistes diraient même indue —, l'économie l'a acquise depuis la révolution industrielle³¹. Elle a pourtant été dénoncée par Keynes dès 1930 qui, dans ses *perspectives économiques pour nos petits-enfants*, fait figure de précurseur. Pour lui, le « problème économique », qu'il assimile à la satisfaction des besoins essentiels, doit pouvoir être réglé vers 2030, permettant aux hommes de se tourner vers des activités non économiques ayant pour eux une importance plus grande³². S'il convient effectivement de « réenchasser » l'économie dans le social, nous ne pensons pas qu'il faille complètement la rejeter au motif qu'elle ne serait pas présente dans les sociétés non-occidentales. Ce faisant, les post-développementalistes confondent économie et économisme (Attac [2004], p.178-179) et tendent à magnifier les sociétés traditionnelles alors que leur fonctionnement repose également sur des relations de domination, et à idéaliser l'économie informelle en refusant de voir qu'elle n'est qu'un sous-produit de l'économie officielle. Ainsi, le fait que plus d'un milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour montre que les relations non-marchandes ont une grande importance dans les sociétés du Sud, non que l'activité économique y est absente. En adoptant une position trop radicale, les post-développementalistes flirtent avec un relativisme culturel dont Rist, sentant le danger d'une telle option, tente de sortir de la façon suivante :

« les manières de vivre une « bonne vie » sont nombreuses et il appartient à chaque société d'inventer la sienne. Ce qui n'implique nullement une justification des injustices actuelles autorisant les uns à continuer de « se développer », tandis que les autres devraient se contenter d'une « pauvreté heureuse », sous le fallacieux prétexte que cela correspondrait à leurs cultures respectives » (Rist [1996], p.394).

³¹ Partant [1988] note qu'« avant la révolution industrielle, dans toutes les sociétés, (...) les causes déterminantes de l'acte économique, qu'il s'agisse de l'acte de produire ou de l'acte d'échanger, pouvaient être sociales ou sociopolitiques, culturelles ou religieuses, mais elles n'étaient jamais purement économiques. Car l'économie était complètement « encastrée » dans le social » (Partant [1988], p.32). Voir aussi Polanyi [1983].

³² Parlant des besoins essentiels, qu'il nomme absolus, Keynes pense qu'« il se peut qu'un seuil soit bientôt atteint, bien plus tôt même que nous n'en avons conscience, seuil au-delà duquel ces besoins seront assouvis et que nous préférerons consacrer alors nos énergies encore disponibles à des buts non économiques ». Dès lors, « à supposer l'absence de grandes guerres et d'importants progrès démographiques, le problème économique peut être résolu, ou (...) sa solution peut au moins être en vue, d'ici à cent ans. Ce qui veut dire que le problème économique n'est point, pour le regard tourné vers l'avenir, le problème permanent de l'espèce humaine » (Keynes [1971], p.134). Une fois débarrassés de ces considérations purement économiques, « nous serons enfin libres de rejeter toutes sortes d'usages sociaux et de pratiques économiques touchant à la répartition de la richesse et des récompenses et pénalités économiques, et que nous maintenons à tout prix actuellement malgré leur caractère intrinsèquement dégoûtant et injuste parce qu'ils jouent un rôle énorme dans l'accumulation du capital » (ibid., p.138). On pense en particulier au concept de prêt à intérêt qui était déjà condamné par les scolastiques et qui est un élément moteur de la logique d'accumulation du capitalisme. Il conclut sans ambiguïté : « ne nous exagérons pas l'importance du problème économique, ne sacrifions pas à ses nécessités supposées d'autres affaires d'une portée plus grande et plus permanente » (ibid., p.141).

Si l'un des objectifs communs aux approches hétérodoxes est de permettre aux PED de choisir leur voie, cela ne doit pas se faire par un rejet de l'économie mais plutôt par la promotion des valeurs essentielles du Sud, telle la notion d'entraide qui est le fondement du lien social. C'est à cette condition que l'on pourra espérer un rééquilibrage des relations Nord-Sud³³.

Les post-développementalistes et les adeptes d'un développement soutenable se rejoignent en revanche sur la critique du « progrès ». L'idée n'est bien évidemment pas de remettre en cause tout progrès technique. Un certain nombre de produits liés au mode de vie occidental sont utilisés partout — le téléphone, l'ordinateur, l'électricité, etc. — et traduisent une amélioration des conditions de vie de tous. On objectera que le recours à la technologie occidentale a conduit à un appauvrissement des rapports sociaux dans les PED. Seulement, les innovations technologiques ont toujours amené des changements dans les relations sociales. Le problème est plutôt que les pays du Sud n'ont pas su, ou pas pu, s'approprier ces techniques afin d'éviter l'écueil de l'uniformisation culturelle (Rist [1996]). Dès lors, c'est l'approche purement quantitative du progrès qu'il faut rejeter. Pour cela, il convient d'instaurer un principe de prudence et de revenir sur les deux grandes « lois » du système technicien, que Latouche [1995] résume ainsi :

« tout ce qu'il est possible de découvrir sera fait. (...) tout ce qui a été découvert sera utilisé et mis en œuvre (tôt ou tard) » (Latouche [1995], p.75-78).

L'impasse technologique dans laquelle nous sommes engagés commande de recourir à toujours plus de technique afin de corriger les dégâts engendrés par...la technique. Une fois encore, nous confondons les fins et les moyens. Au lieu de considérer la technique comme un outil au service d'une amélioration du bien être social et du respect de l'environnement, nous nous comportons en esclaves du progrès sans voir, ou plus exactement en refusant de voir, les conséquences extrêmement néfastes tant du point de vue social qu'écologique de cette fuite en avant.

La frontière qui sépare les post-développementalistes des partisans d'un autre développement est assez ténue. Ces deux approches font le même constat : il faut privilégier l'être et le lien social plutôt que l'avoir et la production-consommation de biens dont l'utilité peut être discutée tandis qu'elle conduit à un appauvrissement social et nous mène à une catastrophe écologique. Mais là où les premiers voient dans l'économie l'unique responsable de tous nos maux et proposent de la rejeter, les seconds proposent d'influer sur l'état des rapports de force entre dominants et dominés. Pour ce qui nous concerne, nous pensons que si les post-développementalistes ont le mérite de poser les bonnes questions et d'instaurer un débat stimulant, leur discours sémantique concernant le rejet du terme développement au profit de celui de décroissance apparaît dérisoire au regard des enjeux en présence. De plus, leurs propositions, si elles peuvent être recevables concernant les pays occidentaux, sont en revanche inapplicables aux PED. Comment en effet demander à des pays dépourvus de l'essentiel de refuser le minimum de progrès matériel qui leur fait défaut ? Rejoignant Bonnevault [2003], Comélieu [2000], [2003] et Harribey [1997], [2004a], [2004c], nous considérons que certaines valeurs sont universelles et que tous les peuples doivent pouvoir

³³ A titre d'exemple, nous assimilons souvent la pauvreté monétaire à la misère et à la frugalité. Or, nombre de sociétés au Sud attachent plus d'importance à l'être, donc aux relations sociales, qu'à l'avoir, c'est-à-dire au bien être matériel. Vivre dans la frugalité n'est donc pas synonyme de pauvreté. La vraie pauvreté est celle découlant de l'absence de lien social, ce que traduit bien un proverbe africain, cité par Rist [1996] : *« tu es pauvre parce que tu regardes ce que tu n'as pas. Vois ce que tu possèdes, vois ce que tu es, et tu te découvrirais étonnement riche »* (Rist [1996], p.400). Voir également Sachs et Esteva [2003].

accéder à l'éducation, aux soins et bénéficier d'une alimentation décente. Pour ce faire, une période de croissance est indispensable, ne serait ce que pour mettre en œuvre les conditions nécessaires à la satisfaction de ces besoins essentiels. Mais considérer que certaines valeurs sont universelles n'implique absolument pas d'adhérer au modèle de développement actuel.

3.2. Propositions pour un autre développement

Adopter une position critique de l'approche dominante représente une première étape, indispensable, qui doit nécessairement déboucher sur des propositions constructives à partir desquelles une dynamique pour un autre développement pourra s'enclencher. Il faut bien reconnaître cependant que toute mise en œuvre d'un programme alternatif est décrédibilisée par les puissants qui martèlent sans relâche que le système actuel découle d'un ordre « naturel » qu'il est impossible de changer. Dès lors, toute pensée hétérodoxe apparaît au mieux comme utopique, au pire comme dangereuse. Certes, dans un monde où les « bénéfiques » du mode de développement actuel touchent à peine 20% de la population mondiale — les classes moyennes et supérieures du Nord et les élites dirigeantes du Sud (Bonnevault [2003]) — 80% devraient militer pour un *autre développement*³⁴. Mais la tâche est rendue particulièrement difficile parce que les 20% détiennent les commandes de l'économie mondiale et n'ont aucun intérêt à remettre en question leurs privilèges³⁵ tandis que les 80% n'ont pas les moyens — actuellement — de changer le système. Notre but est ici, modestement, d'esquisser quelques pistes qui pourraient faire prendre conscience aux 80% qu'ils ont des moyens d'action.

Nous avons déjà vu que la place centrale de l'économie devait être dénoncée. Pas plus que les autres sciences sociales, elle ne peut, seule, répondre au défi du développement pour tous. Mais, avec l'aide des autres sciences sociales, elle peut contribuer à faire émerger cet autre développement que nous appelons de nos vœux. Pour cela, il convient de sortir de l'exclusivité des échanges marchands afin de privilégier d'autres formes de transfert. A partir des travaux de Polanyi, Bonnevault [2003] montre qu'il existe trois systèmes socio-économiques, qui sont

« le marché, avec l'échange comme mode de transfert, motivé par l'intérêt personnel et privilégiant la liberté ; le plan, avec la redistribution comme mode de transfert, motivé par la contrainte et privilégiant l'égalité ; enfin la réciprocité, avec le don comme mode de transfert, motivé par l'altruisme et privilégiant la fraternité » (Bonnevault [2003], p.157).

³⁴ A la lumière de ce qui précède, l'alternative en matière d'objectifs de développement est la suivante : « accumulation de la richesse matérielle et financière, ou recherche de la « qualité de la vie » et satisfaction prioritaire d'un nombre limité de besoins considérés comme essentiels ; priorité à la rentabilité et à la maximisation du profit marchand, dans la règle du « chacun pour soi », ou référence à des objectifs collectifs de justice sociale, ou d'équilibre social, comme la réduction des inégalités et l'élimination des situations d'exploitation inacceptable ; usage accéléré des ressources naturelles ou respect des équilibres écologiques » (Comélieu [2003a], p.33). Dès lors, il faut opposer au système actuel un *autre développement* « dont les formes spécifiques doivent pouvoir être définies librement par les collectivités concernées, mais qui insisteront davantage sur la multiplicité des dimensions du progrès social, sur l'équité et la protection des plus faibles, sur la promotion de la démocratie et de l'Etat de droit, et sur le respect des exigences à longue échéance de l'écosystème planétaire » (Comélieu [2000], p.245). Voir aussi Attac [2004].

³⁵ Tout au contraire, Bairoch [1999] montre qu'à chaque époque, les pays dominant l'économie mondiale sont toujours ceux qui ont prôné le libre échange afin d'accroître leur avantage sur leurs concurrents et de maintenir leur position. Pour lui, il ne fait par exemple aucun doute que « le libéralisme économique imposé au tiers monde au XIX^e siècle est un des principaux éléments d'explication du retard pris par le processus d'industrialisation » (Bairoch [1999], p.79).

C'est par la combinaison de ces trois modes de transfert que l'on pourra sortir de l'économicisme actuel. Il fait d'ailleurs remarquer que

« la différence fondamentale entre le don et l'échange de marché, c'est que le don fait naître et nourrit une relation sociale. Le fait même de donner est alors privilégié par rapport au contenu du don, ce qui signifie que le lien est plus important que le bien et que le rapport entre les gens prime sur le rapport aux choses » (Bonnevault [2003], p.161-162).

Ainsi, favoriser le don, c'est montrer à de nombreuses sociétés, notamment africaines (Latouche [2003a]), que leurs valeurs ne sont pas moins bonnes que les nôtres et qu'elles ont des choses à nous transmettre. C'est cesser de les considérer comme « sous-développées » et renoncer à leur imposer le mode de vie occidental dans lequel l'avoir plus a supplanté le mieux être. Militer en faveur d'un renouvellement de la planification, comme le fait Comélieu [2000], c'est affirmer que l'action publique est nécessaire et qu'elle a sa place au côté des relations de marché (Harribey [2004b]). C'est aussi montrer le rôle central des services non marchands — on parle également de bien publics mondiaux — dans la satisfaction des besoins essentiels des PED et dans la recherche d'une plus grande équité, ce qui passe par l'avènement d'une théorie de l'économie non marchande. D'un autre côté, remettre en cause le poids des relations marchandes implique de mener un débat sur les indicateurs à retenir pour mesurer un bien-être qui ne soit pas exclusivement matériel et économique, d'où la nécessaire recherche d'une nouvelle conception de la richesse³⁶. Dans cette optique, la religion du taux de croissance du PIB comme indicateur ultime du bien-être doit être dénoncée avec force. Si des progrès ont été réalisés, à partir des travaux de Sen, avec la construction de l'indicateur de développement humain (IDH) du PNUD, beaucoup reste pourtant à faire dans ce domaine.

Cette remise en cause de l'économicisme ambiant prendra du temps car elle implique un changement des mentalités qui se fera sur plusieurs générations. Réduire notre consommation matérielle, changer notre rapport à la monnaie, retisser du lien social nécessitent un long apprentissage que Latouche [2003a] assimile à une décolonisation de notre imaginaire. Cette décolonisation sera d'autant plus rapide que la volonté politique sera grande. Et pour que la volonté politique de dirigeants dont l'horizon temporel s'arrête à la prochaine échéance électorale soit grande, il faut que la pression populaire soit importante. D'où la nécessité de sensibiliser les populations, de leur montrer que l'avènement d'un autre développement est incontournable, ce qui est maintenant de plus en plus largement prouvé et admis, et d'en dessiner les contours.

Un tel changement ne sera possible si l'état du rapport de force actuel entre pays du Nord et du Sud n'évolue pas. Afin de les libérer de leurs chaînes, nous avons montré (Berr [2003]) que les PED avaient intérêt à cesser de rembourser une dette extérieure qui les conduit à financer les pays occidentaux, les empêche de réaliser des progrès substantiels dans la satisfaction des besoins essentiels de leurs populations et les contraint à adopter le modèle de développement imposé par les institutions financières internationales. Cette répudiation³⁷ trouve des justifications qui sont à la fois économiques — les PED ont déjà largement remboursé ce qu'ils devaient —, historiques — ce sont les pays du Nord qui ont une dette

³⁶ Cela pourrait par exemple se traduire par une réhabilitation de la valeur d'usage, comme le souhaite Harribey (Attac [2004]). Sur cette question, voir également Viveret [2004], Gadrey et Jany-Catrice [2003], Harribey [1997], [2004c].

³⁷ En dépit des effets d'annonce — voir l'initiative pays pauvres très endettés par exemple (Berr [2003], Millet et Toussaint [2002], Toussaint [2004]) — une annulation de la dette extérieure des PED par les créanciers du Nord n'est pas à l'ordre du jour car elle remettrait en cause la position dominante de ces derniers.

envers les pays du Sud suite à l'esclavage et à la colonisation et l'annulation de la dette extérieure serait une juste réparation des dégâts commis —, juridiques — en vertu du principe de la dette odieuse selon lequel toute dette contractée par un Etat non démocratique et n'ayant pas profité aux populations locales n'a pas à être remboursée —et écologiques — les difficultés à rembourser contraignent les PED à céder leurs ressources naturelles à bas prix, accélérant ainsi leur épuisement, et à accepter sur leur sol industries polluantes et déchets des pays occidentaux³⁸. Contrairement à ce que clament les thuriféraires du statu quo, l'annulation de la dette extérieure des PED n'est pas un problème économique — elle représente moins de 5% des créances mondiales — mais bien politique. Lutter pour une telle annulation est une condition nécessaire, bien que non suffisante, à la sortie de l'économicisme et donc à l'avènement d'un autre développement.

Si l'économie a fait des dégâts, le règne du chacun pour soi a conduit à l'abandon progressif des valeurs morales et éthiques, qu'il est indispensable de réintroduire³⁹. Mais dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, la volonté politique manque. Les institutions financières internationales, qui ont fait de la bonne gouvernance un de leurs chevaux de bataille, seraient bien avisées de montrer l'exemple en intégrant plus de démocratie et de transparence dans leur fonctionnement. Pourquoi ne pas convier des représentants de la société civile (associations, syndicats,...) dans les conseils d'administration du FMI, de la Banque mondiale, ou de l'OMC ? Une telle mesure aurait le mérite de montrer aux populations du Nord comme du Sud qu'elles existent et qu'elles peuvent peser sur des choix qui sont actuellement effectués sans leur consentement, et trop souvent sans qu'elles n'aient conscience des conséquences, par un petit groupe de puissants de plus en plus largement déconnectés des réalités.

A coté des problèmes de soutenabilité sociale engendrés par un système frappé de myopie économique se pose également la question de la soutenabilité écologique. Nous avons déjà mentionné les dangers que faisait peser sur notre avenir la logique capitaliste mondialisée. Pourtant, si le constat est de plus en plus largement accepté, les puissants, qui sont aux commandes d'un bolide lancé à vive allure en direction d'un mur, ne nous proposent rien d'autre que d'accélérer sans changer de direction. Rien ne semble devoir bouger car nous refusons de croire aux changements annoncés. Ceci est particulièrement vrai, ainsi que le note Rist [2003] à partir des travaux de Dupuy [2002], en ce qui concerne l'environnement.

« Nous savons aujourd'hui — et la communauté scientifique l'affirme avec toujours plus de conviction — que l'effet de serre entraînera d'ici cinquante ans des changements climatiques considérables, inondant certaines régions et en désertifiant d'autres, et pourtant, nous n'y croyons pas. Et c'est pourquoi nous ne faisons rien — ou pas grand-chose — pour prévenir ces catastrophes, préférant dissenter sur le fait que nous sommes entrés dans la « civilisation du risque » qu'il faut se contenter de gérer. On voit bien que ce qui importe, ce n'est pas tant de savoir que de croire » (Rist [2003], p.150)⁴⁰.

Un tel constat n'incite pas à l'optimisme, même si les croyances peuvent évoluer. Nous savons pourtant pertinemment que des changements doivent intervenir, dans les domaines de l'énergie et des transports en particulier, afin de lutter contre l'effet de serre qui nous menace,

³⁸ Pour un détail de ces justifications, voir Berr [2003], Millet et Toussaint [2002].

³⁹ Voir à ce sujet les travaux de Sen [2003], même s'ils reposent sur une vision utilitariste, et d'Hirschman [1984].

⁴⁰ Latouche [1995] est encore plus catégorique. Pour lui, « la plupart de nos contemporains ont adopté la politique de l'autruche et préfèrent se mettre la tête dans le sable, vivre paisiblement en ignorant les menaces, aidés en cela par les médias relayant les responsables irresponsables qui distillent à haute dose somnifères et euphorisants » (Latouche [1995], p.83).

mais aussi contre de nombreuses autres pollutions. Ainsi, la disparition programmée des énergies fossiles et les problèmes liés au traitement des déchets nucléaires devraient tout naturellement nous conduire à développer la recherche en matière d'énergies renouvelables qui sont les seules permettant de concilier développement et environnement. Nous préférons au contraire continuer dans une voie qui privilégie la rentabilité économique à court terme — sous la pression des lobbies des industries pétrolière et nucléaire — et anticipons que le progrès technique sera à même de résoudre les problèmes et participera à la découverte de nouvelles sources d'énergie. Mettre l'Homme au service de l'économie et de la technique, érigées en fins au lieu de rester des moyens, constitue un cocktail très explosif. Il ne s'agit pourtant pas ici de renier la société technicienne, qui présente de nombreux aspects positifs et dont il n'est maintenant plus possible de sortir. Mais accepter la technique ne signifie pas pour autant voir en elle la solution à tous nos maux. Comme le souligne Steppacher dans un entretien accordé à Comélieu [2003b], la raison écologique et sociale doit remplacer la rationalité économique. Ceci est également vrai en matière de transports. Le tout automobile imposé depuis plusieurs décennies trouve une justification économique qui s'oppose à la raison écologique. De même, la multiplication des transports dans les processus productifs est le résultat de la recherche d'une production au moindre coût favorisée par la mondialisation libérale et découle de la rationalité économique. Elle est pourtant, à plus ou moins brève échéance, désastreuse écologiquement et socialement.

En résumé, assurer un développement soutenable consiste, en s'inspirant de la charte « consommations et styles de vie » proposée au forum des ONG de Rio, à adopter un programme en six « R » : *réévaluer* les valeurs auxquelles nous croyons ; *restructurer* l'appareil de production afin de l'adapter aux nouvelles valeurs ; *redistribuer* la richesse plus équitablement ; *réduire* les effets de nos modes de production et de consommation sur la biosphère ; *réutiliser* les appareils et les biens au lieu de les jeter ; *recycler* les déchets (Latouche [2003b], p.128). Mais nous pourrions également ajouter *relocaliser*, c'est-à-dire produire localement tout ce qui peut l'être (Latouche [2003a]).

4. Conclusion

A partir d'une conception du développement centrée sur la satisfaction des besoins essentiels — santé, éducation, alimentation —, nous avons montré que le mode de développement actuel, en tentant d'imposer les valeurs occidentales à l'ensemble de la planète, empêchait les PED de construire leur avenir et les maintenait au contraire sous la domination des pays du Nord. Si le libéralisme mené durant les vingt dernières années a accéléré la marchandisation du monde, c'est bien le système capitaliste dans sa version mondialisée qui est à revoir. La recherche du profit maximum, la primauté de valeurs économiques centrées sur l'individu, la compétition et le progrès technique doivent être questionnés. Mais, plutôt que de proposer un modèle alternatif unique — qui tomberait sous le coup de la critique adressée au modèle dominant — l'autre développement que nous avons caractérisé doit nécessairement être pluriel afin de permettre aux PED d'avoir un certain contrôle sur leur avenir. Cela est indispensable si l'on veut réduire le sentiment d'injustice de plus en plus fortement ressenti par les populations du Sud face à un système qui broie leur identité culturelle, avive les tensions, multiplie les occasions de conflit, et accroît des inégalités qui sont appréhendées au Nord comme un dommage collatéral du capitalisme.

Nous pensons qu'un changement de cap, imposé par l'insoutenabilité programmée du modèle occidental de développement, tant du point de vue social qu'écologique, est inéluctable. Si le développement est un processus incontournable (Penouil [2003]), il convient

de ne pas être résigné devant ses effets les plus négatifs⁴¹ — pauvreté, inégalités, oppression, etc. — et de proposer des alternatives. Précisons toutefois qu'il ne s'agit pas ici de magnifier un nouveau modèle clé en main baptisé *autre développement*, fait de bons sentiments mais largement utopique. Il s'agit, à partir de la situation actuelle et des perspectives qu'elle annonce, de prendre la mesure des changements indispensables que nous devons mettre en œuvre au plus vite. Ainsi, nous ne pourrions remettre l'économie au service de l'Homme qu'en changeant de boussole, c'est-à-dire en accordant une place plus importante aux activités non marchandes et aux relations non monétaires — tel le don —, ce qui implique de revenir sur l'objectif de croissance illimitée et de définir une nouvelle mesure de la richesse. Nous ne pourrions éviter la catastrophe écologique annoncée qu'en réintroduisant des valeurs éthiques et morales et en adoptant vis-à-vis du progrès technique un principe de raison. Tout cela nous le savons, mais nous refusons d'y croire. S'il y a fort à parier que les changements ne viendront pas du Nord — qui engrange les bénéfices du système actuel — mais du Sud, les PED doivent préalablement se défaire de la domination économique et culturelle des pays occidentaux. Refuser de porter plus longtemps le fardeau que constitue leur dette extérieure est une première étape qui peut les mener sur le chemin de l'indépendance économique et leur permettre de renouer avec des valeurs soutenables, basées sur l'entraide et la solidarité, qu'il conviendra de généraliser à l'ensemble de la planète. C'est le prix à payer pour que le développement puisse être vraiment durable et pour que l'aventure humaine puisse continuer encore longtemps.

Références bibliographiques

- Amin S. [1988], *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 2^{ème} édition.
- Assidon E. [2002], *Les théories économiques du développement*, Paris, La Découverte, 3^{ème} édition.
- Attac (sous la dir. de J.-M. Harribey) [2004], *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société économe et solidaire*, Paris, Mille et une nuits.
- Azoulay [2002], *Les théories du développement. Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Bairoch P. [1999], *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris, La Découverte/Poche.
- Berr E. [2003], « La dette des pays en développement : bilan et perspectives », *Revue africaine des sciences économiques et de gestion*, vol.5, n°2.
- Berr E., Combarrous F. [2004], « L'impact du consensus de Washington sur les pays en développement : une évaluation empirique », CED, document de travail DT/100/04, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Bonnevaut S. [2003], *Développement insoutenable. Pour une conscience écologique et sociale*, Bellecombe-en-Bauges, éditions du croquant.
- Chomsky N. [2003], *Le profit avant l'homme*, Paris, Fayard.

⁴¹ Penouil [2003] semble parfois, même s'il s'en défend, céder à l'immobilisme lorsqu'il dit que « le développement, en tant que mutation de civilisation et création d'une société nouvelle est un processus incontournable. Avant d'être bon ou mauvais, il est, il est un processus de dynamique sociale et humaine. Comme tout ce qui est humain, il charrie du bon et du mauvais, du bien et du mal, du désirable et de l'inacceptable. Le développement n'est ni bon ni mauvais, il est tout à la fois bon et mauvais, bon pour l'un, mauvais pour l'autre, bon aujourd'hui ici, mauvais demain là. Le jugement sur le Bien et le Mal varie d'ailleurs selon les moments et les sociétés » (Penouil [2003], p.185).

- CMED (Commission mondiale sur l'environnement et le développement). [1987], *Rapport Brundtland. Notre avenir à tous*, Montréal, Fleuve.
- Comélieu C. [2000], *Les impasses de la modernité. Critique de la marchandisation du monde*, Paris, Seuil.
- Comélieu C. [2003a], « Le labyrinthe des alternatives : y a-t-il des issues ? Notes préliminaires de méthode », in Comélieu C. (dir.) [2003b].
- Comélieu C. (dir.) [2003b], *Brouillons pour l'avenir. Contributions au débat sur les alternatives*, Nouveaux cahiers de l'IUED n°14, Paris, PUF.
- Dupuy J.-P. [2002], *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil.
- Emmanuel A. [1969], *L'échange inégal, essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*, Paris, Maspéro.
- Franck A.G. [1969], *Le développement du sous-développement*, Paris, Maspéro.
- Furtado C. [1970], *Théorie du développement économique*, Paris, PUF.
- Gadrey J., Jany-Catrice F. [2003], *Les indicateurs de richesse et de développement. Un bilan international en vue d'une initiative française*, rapport de recherche pour la DARES, mars.
- Georgescu-Roegen N. [1995], *La décroissance : Entropie-Ecologie-Economie*, Paris, Sang de la terre, 2^{ème} édition française.
- Harribey, J.-M. [1997], *L'économie économe. Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- Harribey, J.-M. [1998], *Le développement soutenable*, Paris, Economica.
- Harribey, J.-M. [2004a], *La démence sénile du capital. Fragments d'économie critique*, Bègles, Editions du Passant.
- Harribey, J.-M. [2004b], « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique pour le développement », CED, document de travail DT/91/04, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Harribey, J.-M. [2004c], « Développement ne rime pas forcément avec croissance », *Le Monde diplomatique*, n°604, juillet.
- Hirschman, A.O. [1964], *La stratégie du développement économique*, Paris, Les éditions ouvrières.
- Hirschman A.O. [1984], *L'économie comme science morale et politique*, Paris, Seuil.
- Keynes, J.M. [1971], *Essais sur la monnaie et l'économie*, Paris, Payot.
- Krugman P. [2000], *La mondialisation n'est pas coupable. Vertus et limites du libre-échange*, Paris, La Découverte/Poche.
- Latouche, S. [1986], *Faut-il refuser le développement ? Essai sur l'anti-économique du tiers-monde*, Paris, PUF.
- Latouche, S. [1995], *La mégamachine. Raison techno scientifique, raison économique et mythe du progrès*, Paris, La Découverte/M.A.U.S.S.
- Latouche S. [2003a], *Décoloniser l'imaginaire. La Pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Paris, Parangon.
- Latouche S. [2003b], « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », in Comélieu C. (dir.) [2003b].
- Lewis, A. [1954], « Economic Development with Unlimited Supplies of Labor », *The Manchester School of Economic and Social Studies*, vol.XXII, n°2.
- Martin D., Metzger J.-L., Pierre P. [2003], *Les métamorphoses du monde. Sociologie de la mondialisation*, Paris, Seuil.
- Meadows D. et al. [1972], *Halte à la croissance*, Paris, Fayard.
- Meier G., Seers D. (dir.) [1988], *Les pionniers du développement*, Paris, Economica.

- Meunié A. [2004], « Controverses autour de la courbe environnementale de Kuznets », CED, Document de travail, Université Montesquieu-Bordeaux IV, à paraître.
- Milanovic B. [2003], « The Two Faces of Globalization : Against Globalization as We Know it », *World Development*, vol. 31, n°4.
- Millet D., Toussaint E. [2002], *50 questions / 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, Paris, Syllepse.
- Myrdal G. [1968], *Asian Drama : An Inquiry into the Poverty of Nations*, New York, Pantheon.
- Nederveen Pieterse J. [1998], « My Paradigm or Yours ? Alternative Development, Post-Development, Reflexive Development », *Development and Change*, vol. 29.
- Nederveen Pieterse J. [2000], « After Post-Development », *Third World Quarterly*, vol. 21, n°2.
- Nurkse R. [1968], *Les problèmes de la formation du capital dans les pays sous développés*, Paris, Cujas.
- Partant F. [1988], *La ligne d'horizon. Essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte.
- Penouil M. [2003], « Le bien, le mal, le développement... », in Albagli C. (dir.), *Alter développements et développements altérés*, Paris, L'Harmattan.
- Perroux F. [1964], *L'économie du XX^{ème} siècle*, Paris, PUF, 2^{ème} édition.
- PNUD. [2003], *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica.
- PNUD. [2004], *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica.
- Polanyi K. [1983], *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.
- Prebisch R. [1950], *Le développement économique de l'Amérique latine et ses principaux problèmes*, Nations-Unies.
- Rist G. [1996], *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Rist G. [2003], « Le « développement » : la violence symbolique d'une croyance », in Comélie C. (dir.) [2003b].
- Rosenstein-Rodan [1943], « Problems of Industrialization of Eastern and South-Eastern Europe », *Economic Journal*, vol.53.
- Rostow W.W. [1970], *Les étapes de la croissance économique : un manifeste non communiste*, Paris, Seuil.
- Rothkopf D. [1997], « In Praise of Cultural Imperialism ? », *Foreign Policy*, n°107.
- Sachs W., Esteva G. [2003], *Des ruines du développement*, Paris, Le Serpent à Plumes.
- Schuurman F.J. [2000], « Paradigms lost, paradigms regained ? Development studies in the twenty-first century », *Third World Quarterly*, vol. 21, n°1, p.7-20.
- Sen A. [2003], *L'économie est une science morale*, Paris, La Découverte/Poche.
- Singer H. [1950], « The Distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries », *American Economic Review*, vol.40, mai.
- Smith A. [1976], *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Gallimard, coll. folio/essais.
- Stiglitz J. [1998a], « More Instruments and Broader Goals : Moving toward the Post-Washington Consensus », WIDER Lecture, Helsinki.
- Stiglitz J. [1998b], « Towards a New Paradigm for Development : Strategies, Policies, and Processes », Prebisch Lecture, Genève, 19 octobre.
- Stiglitz J. [2002], *La grande désillusion*, Paris, Fayard.
- Toussaint E. [2004], *La finance contre les peuples. La bourse ou la vie*, Paris, Syllepse.
- Wade [2004], « Is Globalization Reducing Poverty and Inequality ? », *World Development*, vol.32, n°4.

Williamson J. [1990], « What Washington means by policy reform », in Williamson J. (dir.), *Latin America adjustment : how much has happened ?*, Washington, Institute for International Economics.

Ziegler A. [2002], *Les nouveaux maîtres du monde, et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, coll. points.